



Réseau de  
foresterie pour le  
développement  
rural

# Réseau de Foresterie pour le Développement Rural

document du réseau  
25g  
juillet 2001

## **Rôle des agroforêts cacao dans la foresterie paysanne et communautaire au Sud-Cameroun**

Denis Sonwa, Stephen F. Weise, Mathurin Tchatat,  
Bernard Nkongmeneck, Akinwumi A. Adesina,  
Ousseynou Ndoye et James Gockowski

**DFID**

## **Perspectives et contraintes en matière de gestion communautaire des forêts: con- clusions d'études effectuées dans la forêt de Korup, dans la province du sud-ouest, au Cameroun**

Ruth Malleson



<b>TABLE DES MATIERES</b>		<b>PAGE</b>
25g(i)	Rôle des agroforêts cacao dans la foresterie paysanne et communautaire au Sud-Cameroun <i>Denis Sonwa, Stephen F. Weise, Mathurin Tchatat, Bernard Nkongmeneck, Akinwumi A. Adesina, Ousseynou Ndoye and James Gockowski</i>	1
25g(ii)	Perspectives et contraintes en matière de gestion communautaire des forêts : conclusions d'études effectuées dans la forêt de Korup, dans la province du sud-ouest, au Cameroun <i>Ruth Malleson</i>	12

#### **A PROPOS DES AUTEURS**

**Denis Sonwa** est étudiant au Département de biologie & physiologie végétale, Université de Yaoundé I, B.P 812 Yaoundé, Cameroun. Tout comme Stephan Weise et **James Gockowski**, il est joignable à l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), B.P. 2008, Messa, Yaoundé, Cameroun, Email : iita-humid@cgiar.org.

**Mathurin Tchatat** travaille pour l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD), B.P. 2067 Yaoundé, Cameroun.

**Bernard Nkongmeneck** travaille au Département de biologie & physiologie végétale, Université de Yaoundé I, B.P 812 Yaoundé, Cameroun.

**Akinwumi Adesina** est à la Rockefeller Foundation, Agricultural Sciences Division, 420 Fifth Avenue, New York, NY 10018-2702, USA, Email : aadesina@rockfound.org .

**Ousseynou Ndoye** travaille pour le Centre international pour la recherche forestière (CIFOR), B.P. 2008, Messa, Yaoundé, Cameroun.

**Ruth Malleson** est consultante, spécialiste de la préservation des forêts et de la vie rurale. De 1986 à 1991, elle a été conseillère en développement rural au sein du projet Korup. Elle est ensuite revenue au Cameroun pour effectuer les travaux de recherche liés à son doctorat (PhD), sur lesquels se fonde le présent rapport. Elle peut être contactée par courrier électronique à l'adresse suivante : RMalleson@aol.com.

**ISBN 0 85003 552 X**

# ROLE DES AGROFORETS CACAO DANS LA FORESTERIE PAYSANNE ET COMMUNAUTAIRE AU SUD-CAMEROUN

D.J. Sonwa, S.F. Weise, M. Tchatat, B.A.Nkongmeneck, A.A.Adesina, O. Ndoye et J. Gockowski

## RESUME

Une familiarité tissée avec les agroforêts cacao, pendant plus de 70 ans, permet aux paysans du Sud-Cameroun de tirer de cet écosystème des aliments, des plantes médicinales et des revenus. Or depuis 1994, les activités de foresterie sociale au Cameroun se sont essentiellement focalisées sur l'idée d'une foresterie communautaire qui pourtant pourrait connaître quelques difficultés inhérentes aussi bien au fonctionnement des services administratifs qu'à la structuration des communautés concernées. Par ailleurs, l'interdiction d'exploiter individuellement pour la commercialisation les Produits forestiers non ligneux (PFNL) et les bois d'œuvre des forêts communautaires renforce l'attrait de ceux qui se trouvent sur les terres «privées» (comme les agroforêts cacao). Ces espaces paysans offrent aussi le lieu idéal d'activités de foresterie dans un contexte où la cohésion communautaire serait moins forte pour susciter une adhésion massive des populations aux initiatives de groupe. Ce document suggère que les objectifs poursuivis dans le programme de foresterie communautaire peuvent partiellement être atteints par une bonne gestion des agroforêts cacao.

Une complémentarité sur les plans écologique, économique et social pourrait exister entre la gestion paysanne des agroforêts et la foresterie communautaire si celle-ci est conçue en tenant

compte de l'aménagement global du terroir. Malheureusement les cacaoculteurs ne bénéficient pas de l'encadrement des services agricoles et forestiers. C'est ainsi que 85 % d'entre eux n'ont pas de contact avec ces services. Ce document recommande donc que : (1) les projets de foresterie communautaire soient formulés de telle sorte qu'ils puissent s'intégrer dans un concept général d'aménagement du terroir qui tienne compte des agroforêts cacao ; (2) les PFNL soient domestiqués dans les agroforêts cacao pour pouvoir réduire la pression sur les forêts ; et (3) les projets de domestication prennent en compte la diversité intra et inter spécifique des forêts du terroir.

## INTRODUCTION

Les agroforêts cacao occupent 300 à 400 000 hectares au Sud-Cameroun (Kotto-Same *et al.*, 2000). Près de 400 000 ménages dépendent de ces écosystèmes pour leur revenu et leur alimentation (Losch *et al.*, 1991). Introduite au Cameroun en 1886, la culture du cacao est depuis 1920 presque entièrement pratiquée par les petits paysans, sur des parcelles de petites dimensions (Gockowski et Dury, 1999). Ces agroforêts présentent des similitudes structurelles et fonctionnelles avec les forêts.

Les forêts communautaires existent juridiquement au Cameroun depuis 1994 (Diaw 1998; Diaw *et al.*, 1999) mais la

première n'a réellement été instaurée qu'en 2000 (Djeumo, 2001). Quelques contraintes quant à leur création et leur gestion pourraient provenir de l'organisation communautaire et du fonctionnement de l'administration (Brown 1999; Diaw *et al.*, 1999). La définition des programmes de manière commune n'est souvent pas évidente et parfois même génère des conflits (Malleon, 2000). Quand bien même les programmes communautaires sont mis en place, la participation effective des membres n'est pas toujours en évidence (Sen et Das, 1987). Au Sud-Cameroun, certaines ressources qui doivent entrer dans les plans de gestion des forêts communautaires sont déjà présentes dans les agroforêts cacao.

Le bois d'œuvre constitue l'élément qui, pour certains, serait le plus pourvoyeur de revenu dans ces forêts communautaires. Pourtant les autres composantes du terroir, à savoir les Produits forestiers non ligneux (PFNL) et l'exploitation agroforestière, n'en sont pas moins des sources de revenus (Mollet *et al.*, 1995; Ndoye *et al.*, 1997; Leakey et Simons 1997; Schreckenber *et al.*, 2000; Awono *et al.*, 2000). Il est même apparu dans certaines études, en forêt amazonienne, que les PFNL pourraient procurer plus de revenus que les bois d'œuvre (Peters *et al.*, 1989). Les forêts africaines sont de plus en plus perçues comme des sources importantes d'alimentation, de revenu et de réduction de la pauvreté (Sene, 2000; Warner, 2000). Si la gestion des forêts communautaires implique un travail collectif des riverains, la foresterie paysanne, à l'exemple de ce qui se fait dans les cacaoyères, a l'avantage de responsabiliser ceux qui gèrent déjà les arbres sur leurs parcelles. Ils se sentent encore plus impliqués et peuvent s'y investir à fond. Ce n'est pas le cas dans certains projets

de foresterie communautaire qui ont plutôt contribué à réduire les revenus que les ménages pauvres tirent de la forêt, poussant certains à se retirer de leurs activités (Malla, 2000). Dans cette situation, la domestication dans les agroforêts cacao des espèces forestières reste une des meilleures alternatives pour la satisfaction de certains besoins sociaux et économiques. Ceci rejoint l'agroforesterie telle que définie par Leakey (1996) comme étant « un système dynamique et écologique de gestion des ressources naturelles qui, par l'intégration des arbres dans les terres arables et les pâturages, diversifie et permet la production des petites exploitations offrant de plus grands avantages sociaux, économiques et écologiques ». En plus des cacaoyers, les agroforêts cacao regorgent des PFNL et des bois d'œuvre.

Très peu d'études se sont jusqu'ici intéressées à ces écosystèmes agroforestiers, surtout dans le contexte actuel où elles subissent des mutations de gestion, comme espace pouvant contribuer à la foresterie paysanne et communautaire. L'objectif de cet article est d'y remédier en montrant comment les agroforêts cacao peuvent contribuer au développement de la foresterie paysanne et communautaire au Sud-Cameroun.

## QUELQUES CONSIDERATIONS GÉNÉRALES ET TERMINOLOGIE

La foresterie se définit comme l'ensemble des techniques ayant pour objet la création, la conservation, l'aménagement et la gestion de la forêt et de l'arbre en vue de mettre en valeur leurs ressources naturelles (DDA et Intercooperation 1991). Elle inclut donc aussi bien les activités de foresterie industrielle que

traditionnelle. Cette dernière concerne l'ensemble des activités que réalisent les paysans de leur propre initiative et/ou sous l'impulsion de l'Etat ou des bailleurs de fonds. Elle peut se faire de manière individuelle ou collective.

### La foresterie communautaire

La foresterie communautaire ouvre la voie à la notion de collectivité aussi bien dans le travail que dans la gestion des revenus issus de cette forêt (Sen et Das, 1987). En zone rurale, elle peut concerner les forêts ou tout autre espace du terroir. Elle peut donc relever de la foresterie pure ou de l'agroforesterie. Si sur les terres de montagnes camerounaises (Mont Cameroun, Ijim et Kilum), quelques projets de foresterie communautaire ont fait leur preuve, surtout dans les programmes sylvopastoraux, de reforestation et de gestion des aires protégées (WWF-Cameroun, 1993), la notion de foresterie communautaire reste assez embryonnaire dans le plateau sud-camerounais et ne semble concerner que l'espace forestier.

Les forêts communautaires peuvent être créées dans le cadre du domaine forestier non permanent de l'Etat, faisant l'objet d'une convention de gestion entre une communauté villageoise et l'administration chargée des forêts. Leur surface maximale est de 5000 ha quelque soit la taille de la population riveraine<sup>1</sup>. La collecte individuelle des produits issus des forêts communautaires ne peut servir qu'à des

<sup>1</sup> Pour de plus amples renseignements voir Djeumo (document 25b) et Klein (document 25 f dans ce mailing.

fins de consommation familiale et non pour la vente<sup>2</sup>. La collecte des produits pour la vente doit se faire de manière communautaire. Or, généralement, les activités communautaires n'amènent l'implication des populations que si celles-ci y trouvent leur compte à court terme, ce qui est souvent loin d'être le cas. Au Sud-Cameroun, certaines activités que l'on peut réaliser dans les forêts communautaires se font déjà dans les agroforêts cacao. Un développement harmonieux du terroir passe donc par une intégration du communautaire et de l'individuel.

### La foresterie paysanne

La foresterie paysanne concerne les pratiques forestières, agroforestières et sylvopastorales dans le cadre des activités familiales ou villageoises en milieu rural (DDA et Intercooperation, 1991). Nous utiliserons l'expression foresterie paysanne ici pour désigner les activités qui se déroulent à l'échelle des ménages et non de la communauté. Cette expression inclut la gestion de l'arbre, la production du bois d'œuvre, la collecte de bois et des PFNL sur des parcelles individuelles à l'exemple des cacaoyères.

La cacaoculture, au Cameroun, consiste en la culture du cacaoyer sous l'ombre des arbres forestiers, créant ainsi une atmosphère de forêt dégradée. Au Cameroun, 3/4 des agroforêts cacao sont situées dans l'ensemble formé par les provinces du Centre, du Sud et de l'Est (Losch *et al.*, 1991). Par le passé, quelques projets d'agroforesteries, comme les travaux

<sup>2</sup> A moins que le plan d'aménagement de la forêt communautaire ne le permette explicitement.

d'introduction des *Terminalia* dans les cacaoyères, ont été conduits par la Société de développement du cacao ou SODECAO au Sud-Cameroun (Diaw *et al.*, 1999).

L'objectif principal de gestion de ces espaces a pendant longtemps été la production du cacao. Mais ces écosystèmes sont en train de subir des modifications de leurs modes de gestion pour devenir progressivement des lieux de développement du cacao, de gestion et de conservation des ressources forestières (Sonwa *et al.*, 2000). Des études sont en cours pour mieux comprendre ces mutations. Ces études se déroulent dans la zone 'Benchmark' du projet ASB (« Alternatives to Slash and Burn »). Ce benchmark est un couloir qui couvre un gradient de forêt fortement dégradée dans le nord et intacte dans le sud. Il a été choisi tel qu'il soit caractéristique des conditions qui prévalent dans le Bassin du Congo. Certains des résultats présentés dans ce document sont issus des travaux effectués actuellement dans ce Benchmark (Sonwa *et al.*, 2000).

### Le foncier

Les forêts communautaires telles que définies par la loi au Cameroun font partie du domaine forestier non permanent de l'Etat. Les communautés riveraines n'y ont qu'un droit d'usufruit tant qu'elles ont en charge la gestion de la forêt. Les étrangers au terroir n'ont pas accès à ces forêts communautaires.

Les cacaoyères sont généralement aussi du domaine forestier non permanent de l'Etat. Mais contrairement aux forêts communautaires, elles sont la « propriété » des ménages au sens traditionnel. Dans le Sud-Cameroun, la plantation d'un arbre sur une parcelle donne

droit d'appropriation sur celle-ci et ouvre ainsi la possibilité de bénéficier de l'usufruit de cet espace. Ces cacaoyères sont donc transmises de génération en génération, de père en fils. Dans le Sud-Cameroun, plus de la moitié des agroforêts cacao sont héritées par ceux qui les détiennent aujourd'hui. Ces détenteurs d'agroforêts cacao sont à plus de 95 % des personnes du terroir (Sonwa *et al.*, 2000), ce qui leur ouvre la voix à la gestion des forêts communautaires s'il venait à en exister dans leur village. Le sentiment de possession personnelle des agroforêts cacao implique souvent une plus grande détermination dans la gestion.

## IMPORTANCE DES AGROFORETS CACAO

### Espaces écologiquement durables

L'exploitation durable des ressources forestières qui est l'un des objectifs poursuivis par la foresterie paysanne et communautaire est pleinement atteint par la gestion actuelle des agroforêts cacao. Le mode de gestion des terres le plus courant au Sud-Cameroun reste l'agriculture itinérante sur brûlis qui entraîne une déforestation importante. Une comparaison des modes de gestion de l'espace au Sud-Cameroun montre que les agroforêts cacao sont moins dommageables à l'environnement que les autres formes de gestion de sols (Gockowski *et al.*, 1998; Gockowski et Weise, 1999; Kotto-Same *et al.*, 2000). Les agroforêts ne reçoivent généralement pas d'engrais chimique, ce qui permet une bonne protection de leurs sols. Ce sol ainsi que d'autres composantes de la cacaoyère subissent moins de dégâts

lors de la coupe du bois par des tronçonneuses. Ce mode de coupe fait moins de dommage à l'environnement que les autres procédés d'exploitation.

La structure des agroforêts cacao est semblable à celle des forêts. Cette structure leur permet ainsi de participer comme les forêts à la conservation physique et chimique du sol, à la régulation thermique et à la conservation des espèces. Cette structure est semblable aux agroforêts observées en Indonésie et longtemps étudiées, et qui sont aujourd'hui perçues comme des modèles qui doivent être reproduits ailleurs sous les tropiques avec des variantes intégrant les aspects locaux. En effet ces agroforêts d'Indonésie conservent 50 % des plantes (30 % d'arbres, 50 % d'arbustes et épiphytes, 50 à 95 % de lianes et 100 % des plantes de sous bois), 60 % des oiseaux et 100 % de la mésofaune de forêt (ICRAF *et al.*, 1997). Les exploitations cacaoyères au Cameroun ont un aspect de forêt dégradée et abritent une faune locale (Gartlan, 1989).

Conserver le carbone est l'un des rôles non négligeables qu'accomplissent les agroforêts cacao. Kotto-Same *et al.* (1997) affirment qu'en zone de forêt humide du Cameroun, les cacaoyères conservent 62 % du carbone de la forêt primaire. L'établissement d'une cacaoyère sur des jachères de courte durée peut permettre de sauver 95 t de carbone par hectare (Gockowski et Dury, 1999). Une étude conduite dans le cadre du programme ASB par l'IRAD (1997) et citée par Duguma *et al.* (1998) trouve une biomasse végétale de 304 t/ha dans les cacaoyères contre 85 dans les champs de cultures vivrières et 541 en forêt primaire.

Le rôle de zone tampon peut être bien assuré par les agroforêts cacao qui jouxtent les forêts de production. Après exploitation (coupe de bois d'œuvre) dans les forêts, ces espaces doivent avoir le temps de se régénérer pour atteindre la « maturité initiale ». Dans un tel contexte, une forte pression par une surexploitation (à l'exemple des pratiques de l'agriculture itinérante sur brûlis) pourrait empêcher ou alors ralentir le processus de cicatrisation. Une des actions pour ralentir la pression serait d'encourager la création des agroforêts cacao à la périphérie des forêts intensément exploitées et les forêts. En plus des espèces qu'elles possédaient avant l'installation des cacaoyères et dont certaines sont laissées sur la parcelle pour procurer de l'ombrage, les agroforêts cacao peuvent aussi recevoir par les phénomènes de zoochorie, d'anémochorie ou par d'autres modes de dispersions, les diaspores venant de la forêt. En recevant directement des forêts une multitude de diaspores venant de plusieurs pieds des mêmes espèces, les agroforêts cacao peuvent permettre ainsi une conservation génétique des ressources forestières. La domestication de nombreux PFNL dans ces formations peut servir à la conservation de la biodiversité (Leakey, 1997), faisant de ces espaces des banques de conservation *ex situ*. Il convient de signaler que, malgré cette importance sur le plan écologique, la foresterie paysanne et communautaire dépasse généralement le cadre purement environnemental pour englober le social, le politique et l'économique dans lequel évoluent les populations rurales (DDA et Intercooperation, 1991).

### Une gestion socialement équilibrée

La recherche d'un système socialement équilibré est l'un des soucis de la foresterie paysanne et communautaire et de bien des projets de développement des zones rurales. L'implication des femmes dans la gestion des revenus est de plus en plus perçue comme moyen pouvant permettre un développement plus durable. Dans le secteur cacao, le renforcement de l'équilibre social revêt une importance particulière si l'on tient compte du fait qu'au moins 75 % des paysans de la zone du Sud-Cameroun sont cacaoculteurs et que 400 000 ménages y produisent du cacao (Losch *et al.*, 1991). Heureusement, dans les agroforêts cacao, les tâches et les revenus sont repartis entre les hommes, les femmes et les enfants. Le cacao est régulièrement commercialisé par les hommes alors que les femmes et les enfants sont chargés de la gestion et de la commercialisation des PFNL. Les hommes se chargent aussi de la commercialisation du bois d'œuvre, alors que les enfants collectent souvent les PFNL pour compléter leur alimentation. La collecte des PFNL au sein des agroforêts cacao, au lieu des forêts, permet aux femmes de faire des économies de distance et de temps qui peuvent être allouées à d'autres activités du ménage. La gestion actuelle des agroforêts cacao fait de ces systèmes des espaces plus ou moins socialement équilibrés pour les composantes du ménage.

Le renforcement des capacités locales, l'un des objectifs de la foresterie paysanne et communautaire, trouve aujourd'hui une pleine réalisation dans la gestion des agroforêts cacao. En effet, le secteur cacao a pendant longtemps connu une implication directe de l'Etat à travers les structures telles que la Société de

développement du cacao (SODECAO) et l'Office national de commercialisation des produits de base (ONCPB). La première structure était, entre autres, chargée de l'entretien des pistes, de l'achat et de la distribution des intrants et du traitement des parcelles. Aujourd'hui il est demandé aux paysans de gérer eux mêmes la filière cacao, c.à.d. d'acheter leurs intrants, d'assurer le traitement des parcelles, et de commercialiser leurs récoltes en se basant sur les prix fluctuants du marché international. Pour cela, les cacaoculteurs doivent se regrouper pour faire face aux acheteurs, comme les paysans riverains des forêts communautaires doivent se mettre ensemble pour négocier avec les exploitants forestiers. Dans les agroforêts cacao, un certain nombre de tâches sont faites en groupe. Mais l'organisation pour la commercialisation quoique encore embryonnaire est de plus en plus perçue comme étant nécessaire. De nombreux GIC (Groupements d'initiatives communes) se regroupent pour la commercialisation de leur récolte. Il s'agit là des associations qui peuvent être mises à contribution pour renforcer les capacités de négociation des communautés rurales dans la foresterie communautaire. Ceci ne pourrait que contribuer davantage à réduire le déséquilibre social entre ceux qui interviennent dans la foresterie communautaire.

Laboratoire d'élaboration et de mise en application des pratiques socialement justes et équilibrées, les agroforêts cacao constituent un modèle sur lesquels peuvent s'appuyer les gestionnaires des forêts communautaires. Le mode de gestion en leur sein et l'approche de négociation avec les partenaires de la filière comportent des éléments qui rappellent une équité au sein des ménages et entre les

intervenants de la filière. L'organisation face aux acheteurs est embryonnaire mais non négligeable pour servir d'inspiration à la foresterie communautaire.

### Sources diversifiées de revenu

Le cacao est une source importante de revenu au Sud-Cameroun. Dans la décennie 80, la cacaoculture contribuait pour 50 à 75 % du budget total de 90 % des ménages du Centre Sud-Cameroun (Leplaideur, 1985). C'est ainsi que lors de la campagne 83-84, près de 7 milliards F CFA ont été versés aux planteurs de la Lekie (un des départements de la province du Centre), soit 230 000 F CFA chacun (Santoir, 1995). Cette culture permet ainsi d'avoir de l'argent pour payer la scolarité des enfants, assurer la santé de la famille, se construire, etc. Parmi les cacaoculteurs, 81 % sont seulement planteurs et n'exercent pas d'autres métiers. Face aux fluctuations sur le marché international du prix du cacao, les planteurs essayent de s'appuyer sur les autres sources de revenus dans leurs cacaoyères. Ils profitent ainsi des PFNL dont certains faisaient partie de la structure de leurs agroforêts cacao (Sonwa *et al.*, 2000).

Les PFNL et les fruitiers exotiques sont d'autres sources monétaires exploitées dans les cacaoyères. Cette exploitation se fait de manière traditionnelle, sous l'initiative des cacaoculteurs, car plus de 85 % des planteurs n'ont pas de contact avec les services d'encadrement (Sonwa *et al.*, 2000). Les PFNL les plus couramment exploités sont *Dacryodes edulis*, *Elaeis guineensis*, *Irvingia gabonensis* et *Alstonia boonei*. Tandis que *Mangifera indica*, *Psidium guayava*, *Persea americana* et *Citrus* spp sont les fruitiers exotiques les plus courants dans les

cacaoyères. Ces fruitiers sont aussi les plus commercialisés dans les zones rurales et urbaines du Sud-Cameroun. Les agroforêts cacao constituent même l'habitat préféré de certains PFNL au Sud-Cameroun (Dijk et Wiersum, 1999) où se rencontrent aussi les cultures vivrières comme les plantains et les bananiers. En plus des revenus, les PFNL sont riches sur le plan nutritionnel (Leakey, 1999) et contribuent énormément à l'alimentation des ménages ruraux et urbains au Sud-Cameroun (Schreckenber *et al.*, 2000). La circulation des PFNL est très poussée au Sud-Cameroun et alimente en partie les 1100 commerçants qui y sont impliqués dans la commercialisation. L'interdiction d'exploiter individuellement pour la commercialisation les PFNL des forêts communautaires ouvre la voie à plus de valorisation de ceux qui se trouvent dans les agroforêts cacao.

Le bois d'œuvre constitue également une ressource non négligeable dans les agroforêts cacao. Les espèces comme *Chlorophora excelsa*, *Terminalia superba* et *Triplochiton scleroxylon* sont fréquents dans les cacaoyères. Les bois d'œuvre sont soit utilisés pour la construction soit commercialisés par les propriétaires. Généralement, la coupe de ces bois d'œuvre des agroforêts cacao permet beaucoup plus la satisfaction de la demande nationale. Leur mode de coupe par tronçonneuse, même si elle détruit quelques cacaoyers, cause moins d'impact négatif que la coupe de bois dans les forêts de production. La gestion judicieuse de ce bois d'œuvre permettrait de procurer de l'argent aux paysans comme les revenus qu'ils tirent de l'exploitation des bois d'œuvre des forêts communautaires.

Le renforcement des capacités financières individuelles des gestionnaires des agroforêts cacao dans les communautés gérant également les forêts communautaires est à encourager. Ce renforcement est d'autant plus nécessaire que le droit d'usage ne permet pas une exploitation individuelle des ressources de la forêt communautaire pour la commercialisation. L'organisation en groupe pour collecter et vendre ces produits peut être lourde. Les actions de plantation sur des parcelles individuelles (à l'exemple des agroforêts cacao) peuvent être plus rentables que le travail fait en groupe dans les forêts communautaires. En outre, l'argent tiré des cacaoyères peut aider au renforcement du statut financier des paysans, les rendant moins vulnérables pendant les négociations avec d'autres partenaires de la foresterie communautaire.

## CONCLUSION

Depuis plus de 70 ans, les agroforêts cacao sont gérées par les paysans du Sud-Cameroun. Ils tirent de cet espace des aliments, des plantes médicinales et des revenus. La foresterie communautaire, qui a été introduite au Cameroun avec le concept de forêts communautaires il y a moins de 7 ans, poursuit des objectifs qui pourraient partiellement être atteints par la gestion des agroforêts cacao. Ces dernières présentent une structure similaire aux forêts et sont gérées de façon durable. Elles permettent une conservation du carbone, jouent un rôle tampon envers les forêts et présentent un mode d'exploitation de bois d'œuvre qui cause moins de dégâts au milieu. Sur le plan social, la gestion en leur sein est équilibrée. L'organisation pour la commercialisation commune du cacao, quoique encore

embryonnaire, peut aider au renforcement des capacités locales. Au sein de ces agroforêts, on note la présence d'une diversité de produits qui procurent des revenus. Ceux-ci peuvent aider à renforcer le statut financier des paysans, les rendant moins vulnérables pendant les négociations avec les exploitants forestiers.

Il peut donc exister une complémentarité entre la foresterie communautaire et paysanne (surtout celle pratiquée dans les agroforêts cacao). Cette étude recommande donc que : (1) les projets de foresterie communautaire soient formulés de telle sorte qu'ils puissent s'intégrer dans un concept général d'aménagement du terroir qui tienne compte des agroforêts cacao, (2) les PFNL soient domestiqués dans les agroforêts cacao pour pouvoir réduire la pression sur les forêts et (3) les projets de domestication prennent en compte la diversité intra et inter spécifique des forêts du terroir.

## REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient David Brown, Louis Defo, Richard Eba'a Atyi, Kate Schreckenberg et Thomas Fondjo pour leurs commentaires lors de la rédaction de ce document.

## BIBLIOGRAPHIE

Awono, A., Ndoye, O. et Schreckenberg, K. (2000) La place du safou dans le développement des populations de la zone forestière du Cameroun. Communication présentée au troisième séminaire international sur la valorisation du safoutier (*Dacryodes edulis*) et des autres oléagineux non conventionnels. Yaoundé 3-5 octobre 2000. XXpp.

Brown, D. (1999) Principes et pratique de

cogestion forestière : témoignages d'Afrique centrale occidentale. Document No 2 de l'Union européenne sur la foresterie tropicale. ODI, Londres. 37pp.

DDA et Intercooperation (1991) Foresterie paysanne et communautaire : Aperçu d'une décennie et perspectives opérationnelles. DDA et Intercooperation. 127 pp.

Diaw, M.C. (1998) Anthropological Institutions and Forest Management: What Institutional Framework for Community-based forest Management in Cameroon? IITA. 23pp.

Diaw, M.C., Mekoulou, A.H. et Dikongue, E. (1999) Gestion communautaire des ressources forestières : Evolution des concepts et mutations institutionnelles dans les zones de forêt humide du Cameroun. Bulletin Arbres, Forêts et Communautés rurales No 17 pp 13-23.

Dijk, H.V. et Wiersum, F. (1999) NTFP resource management as an option for Multiple use Forest Management in South Cameroon. Dans Ros-Tomen M.A.F. (ed). NTFP Research in the Tropenbos programme: Results and perspectives. The Tropenbos Foundation. Wageningen, The Netherlands. pp 115-122.

Djeumo, A. (2001) The development of community forests in Cameroon: origins, current situation and constraints. Rural Development Forestry Network Paper 25b, ODI, Londres.

Duguma, B., Gockowski, J. et Bakala, J. (1998) Smallholder cacao (*Theobroma cacao* Linn.) cultivation in Agroforestry systems of West and Central Africa: Challenges and opportunities. ICRAF-Yaoundé, 25 pp.

Gartlan, S. (1989) La conservation des écosystèmes forestiers au Cameroun. UICN. Cambridge, Royaume Uni. 136 pp.

Gockowski, J., Baker, D., Tonye, J., Weise,

S., Ndoumbé, M., Tiki-Manga, T. et Fouaguégué (1998) Characterization and diagnosis of farming systems in ASB Forest Margins Benchmark of southern Cameroon. Mimeograph. Yaoundé, IITA Humid Forest Ecoregional Center. 65pp.

Gockowski, J. et Dury, S. (1999) The economics of cocoa-fruit agroforest in southern Cameroon. IITA, 14pp

Gockowski, J. et Weise, S.F. (1999) Revitalizing traditional tree crop systems at the forest margins in Cameroon. American Society of Agronomy meeting- Special Session of Alternatives to Slash-and-Burn Agriculture. Salt Lake City, novembre 1999. (Poster avec extrait publié).

ICRAF, CIRAD, Ford Foundation, ORSTOM (1997) Agroforests: creating profitable and sustainable multipurpose forest in agricultural lands of the humid tropics, examples from Indonesia. ICRAF-Nairobi Kenya. 16 pp.

IRAD (1997) Progress report on Slash and burn agriculture research in Cameroon, IRAD/ASB project, IRAD Yaoundé. 124pp.

Kotto-Same, J., Moukam, A., Njomgang, R., Tiki-Manga, T., Tonye, J., Diaw, C., Gockowski, J., Hauser, S., Weise, S., Nwaga, D., Zapfack, L., Palm, C., Woome, P., Gillison, A., Bignell, D. et Tondoh, J. (2000) Alternatives to Slash-and-Burn: Summary Report and Synthesis of phase II in Cameroon. ASB Coordination Office, ICRAF-Nairobi. Kenya. 72 pp.

Kotto-Same, J.P.L., Woome, M., Appolinaire, M. et Zapfack, L. (1997) Carbon dynamics in slash and burn agriculture and land use alternatives in the humid forest zone of Cameroon. *Agr. Ecosyst. & Env.* 1205

Leakey, R. (1996) Definition of Agroforestry revisited. *Agroforestry Today. Vol 8 no 1* pp 5-7.

- Leakey, R.R.B. (1997) Agroforestry for biodiversity in Farming systems. Dans Collins and Qualret. C. (eds): *The Importance of biodiversity in agroecosystems*. Lewis publishers, New York, USA. pp 127-145.
- Leakey, R.R.B. (1999) Potential for novel food products from agroforestry trees: a review. *Food Chemistry* vol. 64, 1-14 (13pp).
- Leakey, R.R.B. et Simons A.J. (1997) The domestication and commercialisation of Indigenous trees in agroforestry for alleviation of poverty. *Agroforestry systems* 38. 165-176.
- Lepilaideur, A. (1985) Les systèmes agricoles en zone forestière, les paysans du Centre et du Sud-Cameroun. IRAT, Yaoundé Cameroun. 615 pp.
- Losch, B., Fusillier, J.L., Dupraz, P.O. et Ndjoya, J. (1991) Stratégies des producteurs en zone caféière et cacaoyère du Cameroun : Quelles adaptations à la crise ? *Collection DSA No 12. DSA-CIRAD*, 252pp.
- Malla, Y.B. (2000) Impact de la politique de la foresterie communautaire sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire en milieu rural au Népal. *Unasyva 202. Vol 51* pp. 37-45.
- Malleson, R. (2000) Gestion communautaire des ressources forestières non ligneuses : Etude de cas dans la forêt de Korup au Cameroun. Dans Sunderland TCH, Clark L.E. et Vantome P. eds : *Les Produits forestiers non ligneux en Afrique centrale : Recherches actuelles et perspectives pour la conservation et le développement*. CARPE-USAID-FAO. pp 123-129.
- Mollet, M., Tiki-Manga, J., Kengue, J. et Tchoundjeu, Z. (1995) The « Top 10 » species in Cameroon: a survey of farmers' views on trees. *Agroforestry Today juillet-déc. 1995*. pp 14-16.
- Ndoye, O., Ruiz-Perez, M. et Eyebe, A. (1997) The Market of non-timber forest products in the humid forest zone of Cameroon. Rural Development Forestry Network. Network paper 22c ODI-Londres, 20pp.
- Peters, C. M., Gentry, A.H. et Mendelsohn, R.O. (1989) Valuation of an Amazonian forest. *Nature* 339: 655-656.
- Santoir, C. (1995) Les cultures industrielles : cacao, café. Dans Santoirs, C. et Bopda, A. (Coordinateurs) : Atlas régional Sud-Cameroun. ORSTOM-Paris. pp 33-34.
- Schreckenber, K., Degrande, A. et Mbosso, (2000) The socioeconomics status of *Dacryodes edulis* in southern Cameroon. Communication présentée au troisième séminaire international sur la valorisation du safoutier (*Dacryodes edulis*) et des autres oléagineux non conventionnels. 3-5 octobre 2000, Yaoundé, Cameroun.
- Sen, D. et Das, P.K. (1987) The management of peoples's participation in community forestry: Some issues. Social Forestry Network. No 4d, ODI-Londres.
- Sene, E.H. (2000) Forêts et sécurité alimentaire en Afrique : La place de la foresterie dans le programme spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO. *Unasyva 202. Vol 51* pp 13-18.
- Sonwa, D.J., Weise, S.F., Tchatat, M., Nkongmeneck, A.B., Adesina, A.A., Ndoye, O., Gockowski, J. (2000) Les agroforêts cacao : espace intégrant développement de la cacaoculture, gestion et conservation des ressources forestières au Sud-Cameroun. Communication présentée lors du second colloque panafricain sur l'utilisation durable des ressources naturelles en Afrique, organisé par l'Union Mondiale pour la Nature (UICN) à Ouagadougou (Burkina-Fasso) du 24 au 27 Juillet 2000. 12pp.
- Warner, K. (2000) Foresterie et moyens d'existence durables : quel Rôle peuvent jouer les forêts dans la réduction de la pauvreté ? *Unasyva 202 Vol 51*. pp 3-12.
- WWF-Cameroon (1993) Proceedings of the workshop on community forestry/protected area management. WWF-Cameoon. 54 pp.
- SODECAO Société de développement du cacao
- WWF Worldwide Fund for Nature

#### ACRONYMES

ASB	Alternatives to Slash and Burn
CIFOR	Centre for International Forestry Research
DDA	Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide humanitaire
FCFA	Francs CFA, utilisés en Afrique occidentale et centrale. Taux d'échange: 100 FCFA = 1 FRF 750 FCFA = 1 USD
GIC	Groupeement d'initiative commune
ICRAF	International Centre for Research in Agroforestry
IITA	International Institute of Tropical Agriculture
IRAD	Institut de recherche agricole pour le développement, Cameroun
ONCPB	Office national de commercialisation des produits de base
PFNL	Produits forestiers non ligneux



**Prière d'envoyer tous commentaires au sujet de ce document à l'adresse suivante :**

Réseau foresterie pour le développement rural  
Overseas Development Institute  
111 Westminster Bridge Road  
London SE1 7JD  
United Kingdom  
Email: forestry@odi.org.uk

Les commentaires qui parviendront seront transmis aux auteurs et pourront éventuellement figurer dans des publications ultérieures. Certaines ou toutes les parties de cette publication peuvent être photocopiées, à condition que leur source soit mentionnée. La Coordinatrice du Réseau remercie d'avance ceux qui voudront bien lui donner des précisions sur toute utilisation éventuelle de ce document à des fins de formation, de recherche ou de conception, exécution ou évaluation de programmes. Les points de vue exprimés dans les documents sont ceux de leurs auteurs et des membres du réseau. Ils ne reflètent pas nécessairement les politiques de l'ODI.

**Rédacteurs du document :** David Brown et Kate Schreckenber  
**Mise en page :** Caroline Wood  
**Administratrice:** Vicky Pett  
**Traduction:** Claire Mantle (25g(i)), Valérie Pousse (25g(ii))  
**Imprimé par :** Russell Press Ltd., Nottingham  
sur papier recyclé

**Logo du RDFN conçu par Redesign**

---

Rural Development Forestry Network  
Overseas Development Institute  
111 Westminster Bridge Road  
London  
SE1 7JD  
UK

Téléphone : +44 (0) 20 7922 0300  
Télécopie : +44 (0) 20 7922 0399  
Courrier électronique : [forestry@odi.org.uk](mailto:forestry@odi.org.uk)  
Site Internet : <http://www.odifpeg.org.uk>

Cette série du Réseau de foresterie pour le développement rural est financé  
par le Département pour le développement international (DFID)  
du Royaume-Uni